

Deux chefs, deux styles, duel entre le rose et le bleu

Vie des partis - Les présidents socialiste et PLR rendent leur tablier cette semaine. Regards croisés sur les relations entre les deux partis.



Stéphane Montangero et Frédéric Borloz (de gauche à droite) sont tous deux d'Aigle. Ils ont aussi en commun d'avoir présidé les deux plus importantes formations du canton.

À l'épicentre du combat politique vaudois, les socialistes et le PLR. Que pensent les deux présidents sortants, le député Stéphane Montangero (PS) et le conseiller national Frédéric Borloz (PLR), de l'alliance radicale-socialiste qui a fait les beaux jours du «compromis dynamique»? En face-à-face, nous avons confronté leurs styles, l'un plutôt camarade égalitaire, l'autre tout en nuances radicales. Tous deux se sont côtoyés, au point de

développer un début de camaraderie. Mais ils se gardent de prédire tout rapprochement entre les deux partis. Interview.

Trois élections ont eu lieu en trois ans, êtes-vous fatigués?

Frédéric Borloz (F. B.): Ça a été un gros travail, collectif aussi, mais les résultats sont bons; nous nous sommes renforcés à tous les niveaux et ça donne de l'énergie.

Stéphane Montangero (S. M.): Non, je ne suis pas fatigué, même si le cycle a été très exigeant. Les objectifs sont atteints, on est contents du bilan. Nous avons notamment gardé la majorité au Conseil d'État, en travail collectif, là aussi.

Le rapprochement entre les socialistes et le PLR s'est fait plus concret ces dernières années, notamment sur les thèmes de la sécurité ou de la fiscalité des entreprises. Êtes-vous devenus des alliés?

S. MO.: Aucunement! Mais dans nos deux formations, nous avons un côté pragmatique. Nous avons trouvé une solution concertée sur la RIE III (*ndlr*: réforme de la fiscalité des entreprises); à l'échelon fédéral, la réforme, pas équilibrée, a échoué.

F. B.: Je reconnais aux socialistes une forme de responsabilité gouvernementale. C'est ce qui caractérise les deux partis. Mais on ne peut pas institutionnaliser un quelconque rassemblement entre les deux formations. En revanche, on peut trouver des consensus pour le bien commun.

Peut-on parler d'une amitié discrète et pas toujours avouable?

F. B.: C'est une question intéressante. Lorsqu'on porte l'étiquette d'un parti, on se doit corps et âme à nos électeurs. Après, il y a la vraie vie... Par la force des choses, nous nous voyons entre membres de différents partis et nous échangeons, parfois avec plaisir. C'est sain et enrichissant, et cela débouche parfois sur une certaine camaraderie. Mais jusqu'où cela peut-il être entendu du public?

S. MO.: Par notre travail politique, nous vivons des choses que les gens ne comprennent pas toujours. Certains pensent que je suis salarié du PSV! Or c'est un travail bénévole. Dans les autres partis, il y a le même engagement, où l'on sait ce que veulent dire une victoire ou une défaite. On se met à la place de nos homologues. Par exemple, je pense à ce que vit M. Borloz dans la crise en rapport avec Pascal Broulis. D'où des relations qui se créent. Oui, il y a une certaine camaraderie.

Sur la réforme fiscale des entreprises, vos deux partis ont suivi l'orientation de vos conseillers d'État, Broulis et Maillard, et les éléments de compromis proposés de part et d'autre. Que vous a apporté cette campagne commune?

F. B.: L'avantage de la présidence, c'est que l'on peut prendre connaissance des dossiers en amont. J'avais déjà beaucoup parlé de la RIE III avec Pascal

Broulis; dès le départ, j'avais l'ensemble de la situation en perspective avec les éléments du compromis, ce qui m'a permis de mieux écouter les représentants de l'autre camp.

S. MO.: J'avais aussi été mis au courant très vite. Pour ma part, j'ai surtout découvert la CVCI dans cette campagne (ndlr: Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie). Oui, on apprend à se connaître au fil des collaborations. J'ai la faiblesse de croire que j'ai pu faire comprendre notre credo, qui est notamment de prendre en compte les petites gens.

Aujourd'hui, la belle entente du Conseil d'État semble entamée. Voyez-vous un avenir au «compromis dynamique» tel que vanté lors de la dernière législature?

F. B.: Il y a un aspect théorique et un aspect pratique. Il y a une gauche et une droite, et nous n'avons pas les mêmes vues de la société ni du rôle de l'État. Je pense que le compromis va forcément continuer à l'interne, mais je me demande quelle sera la capacité du Conseil d'État à faire passer ses messages au parlement. S'il n'est pas bien uni, il aura plus de mal à le faire.

S. MO.: Je trouve préoccupant ce que l'on vit depuis le début de la législature au parlement. Il y a un style beaucoup plus agressif à droite, alors que l'on sort d'une époque où de gros efforts de consensus ont été consentis pour relever le canton. La crise Broulis est-elle en cause? Ou la frustration de n'avoir pas obtenu la majorité au Conseil d'État?

F. B.: Le Grand Conseil joue son rôle. Il est désormais bien marqué au centre droit. C'est au gouvernement de présenter des solutions acceptables, compatibles avec le nouveau parlement.

Y a-t-il une arrogance de la droite?

F. B.: À aucun moment! Nous nous gardons bien de l'être.

S. MO.: Il y a quand même une petite tendance à vouloir montrer qui commande!

Comment expliquer la légère perte des socialistes lors de ce dernier round d'élections et les gains PLR? Le canton vire-t-il à droite, comme à l'échelon national?

S. MO.: Il faut regarder les chiffres sur le temps long. Dans cette perspective, il n'y a pas de recul. Nous avons eu une énorme visibilité en 2011 et 2012, notamment avec la candidature de Pierre-Yves Maillard au Conseil fédéral. Et en 2017 on est dans le creux. Si on suit cette courbe, nous allons remonter aux élections nationales de 2019.

F. B.: Oui, bien sûr, on peut dire que par rapport à l'époque où il n'y avait que des radicaux dans le canton, au XIXe, les socialistes progressent! De notre côté, je dirai que notre succès est dû au fait que nous avons retrouvé le goût du militantisme. Nous avons renoncé aux discours simplifiés et prenons le temps d'expliquer les choses compliquées. Partout en Suisse, le PLR reprend.

Vous venez tous les deux d'Aigle. Et vous en êtes même le syndic, Frédéric Borloz. Vous y êtes-vous fréquentés? Partagez-vous des souvenirs?

F. B.: Non, même si je connais le père de M. Montangero, ancien directeur d'école.

Aigle a perdu son seul représentant municipal socialiste. N'est-ce pas dommageable pour la Commune de n'avoir plus qu'une municipale proche de la gauche?

S. MO.: Oui, c'est un regret amer. Surtout par rapport à la personne qui a trahi notre confiance (ndlr: le municipal socialiste sous le coup d'une enquête pénale). J'en profite pour remercier la section de tout le travail accompli dans ces circonstances. Nous nous attelons maintenant à reconstruire.

F. B.: Le PLR n'a aucun intérêt à ce que le Parti socialiste s'effrite à Aigle. Aucun parti ne peut tout avoir. Nous sommes en permanence dans des équilibres politiques avec notre système.

(Lise Bourgeois / 24 heures)